iii) Aux dépenses entraînées par la tenue de sessions de la Cour ailleurs qu'à La Haye (Article 22 du Statut), à concurrence de 100 000 dollars;

c) Les engagements, à concurrence de 300 000 dollars pour l'exercice biennal 1986-1987, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils sont nécessaires pour financer des mesures de sécurité interorganisations conformément à la section IV de la résolution 36/235 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1981;

2. *Décide* que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions, un rapport sur toutes les dépenses engagées en vertu de la présente résolution et sur les circonstances qui les ont motivées et soumettra à l'Assemblée des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

3. *Décide* que, si une décision du Conseil de sécurité nécessite l'engagement, avant la quarante et unième session ou entre la quarante et unième et la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, de dépenses au titre du maintien de la paix et de la sécurité d'un montant estimatif supérieur à 10 millions de dollars, le Secrétaire général convoquera l'Assemblée en session extraordinaire pour qu'elle examine la question.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/255. Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1986-1987

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit :

1. Le Fonds de roulement est fixé à 100 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice biennal 1986-1987;

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'année 1986;

3. Viendront en déduction de ces avances :

a) Les crédits, d'un montant ajusté de 1 025 092 dollars, revenant aux Etats Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et 1960;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1984-1985 en application de la résolution 38/238 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1983;

4. Au cas où le total des crédits revenant à un Etat Membre et de ses avances au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1984-1985 excéderait le montant de l'avance qu'il doit verser en application du paragraphe 2 ci-dessus, l'excédent viendra en déduction du montant des contributions dues par cet Etat Membre pour l'exercice biennal 1986-1987;

5. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement :

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées au fur et à mesure du recouvrement des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale,

en particulier la résolution 40/254 du 18 décembre 1985, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 200 000 dollars, afin de continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances en sus du total de 200 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice biennal au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice biennal des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice biennal;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité des sommes suffisantes;

6. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus serait insuffisante pour faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser pendant l'exercice biennal 1986-1987 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/256. Conditions d'emploi et rémunération des personnes, autres que des fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 35/221 du 17 décembre 1980 concernant les conditions d'emploi et la rémunération des personnes, autres que des fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale,

Ayant examiné les aspects du rapport du Secrétaire général⁶⁰ au sujet desquels l'Assemblée générale, à ses trente-huitième et trente-neuvième sessions, a différé une prise de décision⁶¹, ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶²,

Affirmant le principe selon lequel les conditions d'emploi du Président et du Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale et du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires doivent être différentes et distinctes de celles des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Décide* que la rémunération annuelle des deux membres à temps complet de la Commission de la fonc-

⁶⁰ A/C.5/38/27.

⁶¹ Résolutions 38/234, sect. XVII, et 39/236, sect. V

⁶² Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément n° 7 (A/39/7 et Add.1 à 16), document A/39/7/Add.1.

tion publique internationale et du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires demeure à son montant actuel, à savoir 82 056 dollars, plus une indemnité spéciale de 5 000 dollars pour le Président de la Commission et pour le Président du Comité consultatif;

2. *Approuve* la recommandation que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulée au paragraphe 11 de son rapport⁶² en ce qui concerne le Président et le Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale et le Président du Comité consultatif et décide que les autres conditions d'emploi de ces personnes demeureront inchangées;

3. *Décide* que la rémunération et les autres conditions d'emploi des membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale et du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires seront réexaminées à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale et que, en attendant ce réexamen, leur rémunération annuelle sera ajustée conformément à la procédure énoncée au paragraphe 3 de la résolution 35/221 de l'Assemblée générale.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/257. Emoluments, régime des pensions et conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice

A

EMOLUMENTS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 31/204 du 22 décembre 1976 et 35/220 A du 17 décembre 1980, relatives aux émoluments des membres de la Cour internationale de Justice,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁶³ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶⁴,

1. *Décide* que, avec effet au 1^{er} janvier 1986, le traitement annuel des membres de la Cour internationale de Justice est fixé à 82 000 dollars, assorti d'un complément intérimaire pour cherté de vie de 3 000 dollars;

2. *Décide* de maintenir le système de compléments intérimaires pour cherté de vie, adopté en application du paragraphe 2 de la résolution 31/204 de l'Assemblée générale, sous réserve de la modification de la base de l'indice utilisé à cette fin et de l'indice lui-même, conformément à la proposition formulée par le Secrétaire général au paragraphe 22 de son rapport;

3. *Décide* que, avec effet au 1^{er} janvier 1986, les juges *ad hoc* visés à l'Article 31 du Statut de la Cour internationale de Justice recevront pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions un trois-cent-soixante-cinquième de la somme du traitement de base annuel et du complément intérimaire pour cherté de vie versés à la date considérée à un membre de la Cour;

4. *Décide en outre* que, avec effet au 1^{er} janvier 1986, l'allocation spéciale du Président de la Cour est fixée à 15 000 dollars par an et que l'allocation journalière spéciale versée au Vice-Président quand il remplit les fonctions de président est fixée à 94 dollars par jour, jusqu'à

⁶³ A/C.5/40/32 et Corr.1, par. 7 à 26 et 35 à 41.

⁶⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 7A (A/40/7/Add.1 à 18), document A/40/7/Add.10, par. 2 à 4 et 6.

⁶⁵ A/C.5/40/32 et Corr.1, par 27 à 34.

concurrence d'un maximum de 9 400 dollars par an, et prend acte de l'avis exprimé au paragraphe 4 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, selon lequel ce plafond ne devrait être supprimé que dans des circonstances exceptionnelles.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

B

REGIME DES PENSIONS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1562 (XV) du 18 décembre 1960, 1925 (XVIII) du 11 décembre 1963, 2367 (XXII) du 19 décembre 1967, 2890 A (XXVI) du 22 décembre 1971, 3193 A (XXVIII) du 18 décembre 1973, 3537 A (XXX) du 17 décembre 1975 et 38/239 du 20 décembre 1983, relatives au régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁶⁵ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶⁶,

Décide que, avec effet au 1^{er} janvier 1986, et nonobstant toute disposition contraire du règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice, la valeur annuelle de toutes les pensions servies au 31 décembre 1985, y compris les pensions de tous membres de la Cour qui auront pris leur retraite à cette date ou avant cette date, sera augmentée de 17,1 p. 100.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

C

CONDITIONS D'EMPLOI

L'Assemblée générale,

Rappelant la section XIV de sa résolution 37/237 du 21 décembre 1982, la section XVII de sa résolution 38/234 du 20 décembre 1983 et la section V de sa résolution 39/236 du 18 décembre 1984, sur les conditions d'emploi et la rémunération de personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaires du Secrétariat,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁶⁷ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶⁸,

1. *Décide* que, avec effet au 1^{er} janvier 1986, le Président et les membres de la Cour qui ont établi leur résidence principale à La Haye seront remboursés, jusqu'à concurrence de 4 500 dollars par année scolaire, des frais de scolarité effectivement engagés pour chacun de leurs enfants jusqu'à l'obtention du premier diplôme reconnu, ainsi que des frais de voyage connexes, une fois par an pour chaque enfant, entre le lieu où se trouve l'établissement d'enseignement, s'il est situé ailleurs qu'aux Pays-Bas, et La Haye;

2. *Décide* que, avec effet au 1^{er} janvier 1986, les membres de la Cour qui ont établi leur résidence principale à La Haye et l'y ont véritablement maintenue pendant

⁶⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 7A (A/40/7/Add.1 à 18), document A/40/7/Add.10, par. 5.

⁶⁷ A/C.5/40/32 et Corr.1, par. 42 à 53.

⁶⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 7A (A/40/7/Add.1 à 18), document A/40/7/Add.10, par. 7.